ne algerien. entend de nouveau à l'occasion du septifme anniver-entre du décisachement de la guerre d'Algérie, renjorcer sa solidartté et ses efforts en faveur de Leur tuste cause

« Kile seine is inte conraceuse mende par les travailleurs algériens, coude à coude avec l'ensemble de leur peuple, pour l'in-dépendance et l'intégrité du terri-toire national et assure l'UGTA de sa fraternelle solidarité agis-



### Meuf pays d'Afrique et d'Asie condamnent l'emploi des armes nucléaires

NEW YORK, 25 octobre. - La commission politique de l'ONU a interrompu la discussion hier après-midi sur la question de l'arrêt des essais nucléaires, pour examiner un projet de résolution demandant à l'Union Soviétique de ne pas faire exploser une be de 50 mégatonnes avant

Le dépôt de ce projet, signé par les pays scandinaves, le Ca-nada, le Japon, l'Iran et le Pahistan a donné lieu à de nom-breux încidents de séance, le prézident. Mario Amadeo (Argen-tine) se refusant à laisser parier les opposants à une interruption de la discussion

de in discussion.

Neuf pays d'Afrique et d'Alie
Trimisia, Ethlopia, Libye, Nigeria.

Soualle, Ohana, Ceylan et Indonérie) ont présenté un projet
de résolution assimilant à un
crime international remploi des
armes nucléaires et demandant que tous les membres de l'ONU soient consultés pour l'établissement d'une convention sur l'em ploi des armes nucléaires à des fins de guerre.

Cependant, ce projet n'a pu être discuté et par 51 voix con-tre 20 et 22 abstentions, la dis-cussion a été interrompue.

## Spécialiste de Hitler le vice-amiral KRETSCHMER

(qui a coulé 44 navires alliés)

## a présidé au lancement du premier sous-marin de Bonn

L'Affernane confidentale viont de lancer son premier seu-marin finpris-guerre : 380 tomes, de lancer accionente la confidentale de la confidentale double submersibles que Bonn

C'est le vise amiral Kretsch-mer qui a prisidé la céreme. nie du lancement, Kretachmer, en des plus oblèbres noun-ma-riniers de Hitler, a coulé 64 navires alliés lors de la 44 maytres allife lers 60 in assessed fragre mendials, a Que-le viell lesprit vota anime 1 n. a-8 detires à Fequipaga. a Sur le som-marin de M. Ademaner flotte un nouveau payillon, mais il ressemble étrangement à ses prédeouseurs s, opt dit les Anglais, qui n'ont pas eublié le nort que Eretschmer réservait à feurs jateaux du temps du Grand Reich.

# à Berlin-Ouest

# les autorités américaines ont provoqué un nouvel et grave incident

(De notre egyoyé spécial Pierre DURAND)

BERLIN, 25 ectebre (par tdisphone). — Les ferces militaires amé-ricaines d'ecoupation à Berlin-Ouest ent blequé ce matin, peu après é heurs, je point de passage de la Friedrichetrasee et ausens sur la frentière qui obpare jes deux secteurs de la ville 21 tanks et divers engins de guerre. L'estrée dans la sone qu'ils ent ainsi créée est inter-dita à teuts merseume, y semmeis aux jeuraalistes. Deux hélicontères dite à toute personne, y compris aux journalistes. Doux hélicoptères

Pour autant que l'on puisse sa-voir, il s'agit d'un grave rebou-dissement de l'affaire du 23 oc-tobre que nous avons relatée hier On sait que, conformément au ré-giement en vigueur, la police po-pulaire avait ratue l'entrée de Berlin-Est à deux civils américains qui refusaient de présenter leurs passeporta. Des soldats en armes les avaient alors fait péné-trer de force dans la capitale de la République Démocratique Alle-

Hier, les autorités d'occupation américaines avaient convenu du bon droit de la police de la R.D.A. en promulgant une direc-tive interdisant à leurs ressortissanta de se rendre en civil à Berlin-Est.

Mais, au cours de la nuit, le ministère des Affaires étrangères des Etats-Unis démentait purement et simplement la directive de ses représentants à Berlin-Ouest et le secrétaire de presse du ministère. Lincoln White, expliquait qu'il s'agissait d'un s malentendu ». Les Etats-Unis prétendent que leurs ressortis-prétendent que leurs ressortis-sants peuvent pénétrer à Berlin-Est sans subir de contrôle, qu'ils soient en uniforme ou non.

A 6 heures ce matni, 'une voimilitaire américaine occupée par des civils pénétra à Berlin-Est, revint à l'Ouest aussitôt et se représents au poste de contrôle quelques minutes plus tard. Les policiers de garde demandèrent alors à voir les passeports des oc cupants de la voiture. Aussitôt. les Américains prirent les mesures de force évoquées plus haut, demandèrent à rencontrer un officier soviétique et pénétrèrent, armés, dans le secteur démocra-

Si la police populaire ne fairait pas constamment preuve d'un parfait sans-froid, le pire aurait déjà pu arriver. Et il est évident que certains, à Bonn, comme à Washington ou à Paris, ne souhaitent que le pire.

#### Bonn propose un « corrider » laudmissible

La démarche affectuée à Washington par l'ambassadeur de Bonn aux Etats-Unis, Grewe, en vue d'inciter les puissances occi-dentales à réclamer la création d'un « corridor exterritorial » à travers la République Démocratique Allemande entre l'Alleme rne de l'Ouest et Berlin-Ouest est considérée ici comme parfaitement « irréelle ».

Il no saurait, en effet, être question d'amputer la Républi-que Démocratique Allemande d'une partie de son territoire. Le problème ne consiste dene pas à réver d'un e corridor » qui rappellerait celui de Dantuig, mais à reconnaître l'existence de la République Démocratique Allemande et de régier avec elle les problèmes qui pourront se poser au sujet des voies d'accès

à Berlin-Ouest lorsque le traité de paix aura été signé. Le pro-blème serait d'autant plus facile à résoudre ai Berlin-Ouest était transformé en ville libre, neutre et démilitariese

#### Neuvel appel de Willy Brandt à la querre

La presse de Berlin-Ouest a fait grand état des déclarations de Willy Brandt devant le Trongrès de l'Internationale socialiste, qui se tiens actuellement à Rome, On ne pouvait, en effet, mieux traduire les sentiments de tous les revanchards de tous oeux qui n'hésitent pas, en Allemagne de l'Ouest, à pousser à la guerre pour réalises leurs plans

Le maire de Berlin-Ouest s'est élevé contre la reconnaissance de la frontière Oder-Neisse et de la République Démocratique Alle-mande, proposée par le leader travail...te Gaitskell : « Neus me pouvous ; a payer pour le main-tion de la paix le prix de 16 mil-lione d'êtres humaine vivant dans la zone seviétique », a-t-il dé-

Que signifie cette phrase, sinon que les militaristes de Bonn n'ont pas remonés à mettre la paix du monde en péril en casayant de CONQUERIE la République Démocratique Allemanda ?

On voit que le danger reste immense. Les mesures provoca-trices prises ce matin par les Américains à Berlin font suite aux conversations que le ministre de la Guerre de Bonn. Strauss, vient d'avoir avec son confrère américain, Gilpatrio. Les deux ministres ont, en

effet, décidé d'accélérer l'équipement de nouvelles divisions de la Bundeswehr et ont discuté du stationnement sur le territoire de la République Fédérale de nouveaux renforts américains.

# GUY MOLLET

ROME, 25 octobre. - Dans un discours violemment antisoviétidiscours violemment anisovieta-que prononce hier devant le congres de l'Internationale ac-cialiste, Ouy Mollet a déclaré que dans l'affaire de Berlin « les socialistes français ne sont pas neutres ». Le secrétaire général de la SPIO s'est déclaré « prêt à affronter tout, même le pire ».

Avec Willy Brandt, il s'est vivement opposé à Hugh Gaitskell qui estimait qu'une politique de compromis était nécessaire pour régler la question de Berlin.

Out Mollet s'est aussi déclaré pret a à défendre ce que nos amis fallemands entendent nous potr défendre ».

nes du 19 octobre, réprimées dans les conditions que l'on sait, la question sulvante; « Est-Il exact semaine dernière, précipitée dans la Seine ? . Mais ce qui bouleverse l'opinion

main des manifestations algérien-

semble laisser le préfet de police.. de marbre l . Aucune réponse, aucun éclaircissement n'est venu Est-il exact que dans la soirée du même jour, ces 15 Algériens transportés en car alent « dis-paru » dans la Seine au pont de Saint-Ouen ?

Impossible qu'officiellement on ne soit pas au courant sauf pout être que certains de ces Algériens savaient nager et qu'ils ont pu ensuite faire le récit de leur tragique mésaventure...

# Un bébé de deux mois l'attendait à la maison...

Dans la nuit du 17 au 18 octobre, des centaines de blessés al-gériens ont été conduits dans plusieurs hopitaux parisiens, non pas par la police mais par des pas-sants qui les ont ramassés sur les trottoirs et dans les rues. Partout le personnel médical et hospitalier a donné les soins nécossairea à ces blessés

A Corentin-Celton, par exemple, le persounel a empêché la police d'entrer dans l'établissement et des friandises ont été offertes aux Algériens. A l'hospice de Bicètre, c'est une Algérienne blessée, accompagnée d'un enfant, que la police avait amenée alors qu'un bébé de deux mois restait au domicile de cette mère de famille. Son état ne nécessitant pas une hospitalisation, le médecin de service demanda, aux policiera de la recondutre chez elle lls refusèrent. Alors une infir-mère prit un taxi et ramens à son domicile l'Algérienne et son enfant

A l'hôpital Saint-Louis, ce sons deux militants communistes qui distribuaient des tracts, que la poteur et le syndicat se sont opposés à ce que les policiers, armés de mitraillettes, entrent dans l'hôpitas dont les grilles ont éte fermées

A l'hôpital Bretonneau, enfin. après avoir discuté avec le syn-dicat, un professeur s'est engagé

à demander à ses confrères de former un comité de défense de l'hôpital afin de ne plus permettre à la police de penétrer dans l'établissement pour faire subtr des interrogatoires à des blessés

# La solidarité aaissante

Après l'appei lancé par le flecours l'opulaire et publie dans « l'Humanité », la Fédération de la Seine de celle organization a recu, au cours de la journée de mardi, 92 parrainage d'enfante algériens.

Le Secoura Populaire si gnale, à ce propos, le cas tra-gique d'une famille de Saint-Denis dont le père n'est tou jours pas rentre et où 14 en-De l'argent, des vivres et des vésements leur ont été por-

Pour continuer sa tache, le coours Populaire lance un meavel appel : « Apportez vivres, argent, vêtements dans rité, ou à la Pédération de la Seine du Secours Populaire Francais, 47, rue Hermel, 19, C.C.P. Genevière Lorée 16451-

sous-Hols, ils avaient les mains mardi à mercredi, dans un bari tre balles de revolver, liées derrière le dos et portaient des traces de strangulation. Les deux cadavres étalent démunis de pièces d'identité.

fréquenté par des Algériens A l'enseigne de « L'Aube de l'Islam », au 48 du quai Gallient, le long du Paillon.

Selon les premiers renseignements, il aurait été attaqué par quatre individus arrivés en voiture et qui ont disparu aussitôt anrès avoir commis leur crime

Pour se solidariser avec leur camarade algérien détenu pendant huit jours

# Arrêt de travail d'un quart d'heure à la S.A.I.P. de Malakoff

ES travailleurs de l'entreprise S.A.I.P., à Malakoff, ont débrayé hier matin pendant un quart d'heure et voté une motion (signée par l'ensemble du personnel) condamnant les brutalités policières et réclamant la paix en Algèrie. Ce texte a été porte à la mairie par une délégation. Au lycee Chaptal dans le 80 communiqué dans lequel elle dé-

Dans cette entreprise, qui emplote une quarantaine d'ouvriers. un travailleur algérien avait été arrêtê il y a huit jours C'est par solidarité que le mouvement d'hier matin a été décidé. Il coincida avec le retour du travailleur algérien qui expliqua à ses camarades dans quelles conditions il avait été brutalisé Il participa, d'ailleurs, à la délégation qui s'est rendue à la mairie de Malakoff.

Dès le premier jour, 22,000 frs avaient été collectés parmi le personnel et remis à la famille du travailleur algérien

### La Ligue de l'Enseignement dénance les mesures de discrimination

La Ligue Française de l'Enseignement vient de publier un

clare notamment a Profondement persuadee que le respect de la personne humaine doit être la base meme de toute éducation et de toute vie sociale, déponce la discrimination dont sont victimes en France les travailleurs alge riens. . En outre e elle s'eleve à nou-

veau contre toutes les tortures physiques et morales qui brisent la personnalité de ceux qui en sont victimes et avillesent ceux qui s'en rendent coupables ».

De son côté, la commission administrative du syndicat natlonal des Chercheurs scientifiques (F.E.N.) demande l'annulation des mesures discriminatoires et appeile à l'union « sans exclusive contre le risque d'un régime de violence qui rappellerait trop le regne de la Gestapo ».

♦ La section du S.N.E.S. du lycee du boulevard Soult déclare. dans une motion que les menaces les attentats, les répressions brutales « illustrent le danger gran-dissant du fascisme »

arrondissement les personnels enseignant et de surveillance et les agents protestent, dans une motion contre des mesures a dont le caractère discriminatoire est particulièrement humiliant ».

#### Le MRAP. : - Libération de tous les Algérieus encore détenus »

Le bureau national du mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (MRAP) qui a dénoncé dès le premier our les mesures discriminatoires visant les Algériens dans la région parisienne, puis les violences commises contre les manifestants hommes, femmes et enfants, qui protestaient contre ces mesures. vient de publier un nouveau communiqué dans lequel il s'inquiète du sort des détenus transportés en Algérie.

Il demande également que soient immédiatement libérés les 2.800 Algériens encore détenus, qu'il soit mis fin à toutes la nécessité de reprendre la négocia-

# 15 organisations de l'Indre-et-Loire lancent un appel commun

et-Loire - parmi lesquelles le Parti Communiste, le PSU, le Mouvement de la Paix, la Fédération Ouvrière et Paysanne, le comité départemental antifasciste, la CGT, la Fédération des Anciena d'Aigérie, la FNDIRP, les cheminots anciens combattants, etc. - viennent de s'adresser, en commun, à tous les républicains pour les inviter à « réagir vigoureusement contre les mesures raciales du pouvoir gaulliste ».

Les signataires rappellent, en outre, « que c'est seulement dans le respect de l'Intégrité territoriale de l'Alrérie et de l'unité du peuple algérien que doit s'engager de toute urgence la négociation avec le GP.R.A. >.

Dans la Seine, l'Association départementale des Déportés et Internés, Résistants et Patriotes a adreasé, à l'Elyaée, une lettre dans laquelle elle déclare, à propos des mesures prises à l'encontre des Algériens :

« Ces mesures et ces conditions d'internement, contraires au respect de la dignité et de la personne humaines, rappellent aux rescapés des prisons et des bagnes nazis une époque qu'ils espéralent révolue.

Quinze organisations d'Indre- te vigoureusement contre les méthodes policières employées envers les travailleurs algériens ».

m 41 délégués, représentant les syndiqués C.G.T. du Papier-Carton et des diffuseurs de presse de la région parisienne ont envoyé une lettre à de Gaulle pour de-mander la « reprise de loyales négociations avec le GP.R.A. > Des motions identiques sont

parties des Papeteries Darblay, A Grand-Couronne, des Papeteries de Stains (86 ouvriers et ouvrières) et des Papeteries Ambet-Contact, à Montreuil

Au Centre du Bourget-Bobigny, une pétition « condamnant les violences policières » circule actuellement parmi les cheminots des services Voies et Batiment, S.E.S. et agents de trains,

Motion C.G.T.-C.F.T.C.

#### à la Thomson-Assières

177 travailleurs de la Thomson. Asnières, ont signé une motion . rédigée en commun par les sec-tions syndicales OGT et CFTO qui demandent l'arrêt des violences policières. l'ouverture d'une enquête officielle, le châtiment

# Les propositions logiques et réalistes

du Président du G.P.R.A.

# la politique du pire mettent le pouvoir gauliste dans l'embarras AUJOURD'HUI. CONSEIL DES MINISTRES

La déclaration faite avant-hier par Ben Khedda, président du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne, a mis dans l'embarras tous ceux qui s'efforcent de dénaturer les faits et d'accréditer l'idée que le pouvoir gaulliste n'est pour rien dans la continuation de la guerre.

Cet embarras est également visible dans ce qu'en appelle les milieux officiels car, comme le soulignait hier matin « Combat > « le discours du chef du G.P.R.A. va mettre la sincérité française à l'épreuve ».

## De Gaulle répondra-t-il quiourd'hui ?

HEURE n'est plus aux faux-fuyants. Il' va falloir que

Il écrivait encore : e La proclamation de l'in-

dépendance, qui permetirait d'a-boutir rapidement au cessez-le-feu, ne changerait pas grand-chose à des réalités virtuelle-ment acquises. Et que les négociations sur la sauvegarde des populations et la protection des intérêts suivent cette proclama-tion au lieu de la précéder se-rait conforme à une lorique

interiocuteurs.

- C'est possible lui aurait répondu Debré, mais je ne suis pour rien dans ces articles,

- Je suls au regret de vous dire, Monsieur le premier minis-tre, que M. Peyresitte lui-même m'a affirmé que c'était à votre demande qu'il avait publié ces articles.

La conversation changes de

La Nouvelle Critique d'octobre :